



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 509 – 6 octobre 2023

Régional

UEMOA : les indicateurs d'activité en hausse et une décélération de l'inflation en août 2023

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité suivent une tendance haussière en août 2023. La production industrielle a augmenté de 4,3%, en glissement annuel (g.a.) tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et dans les services marchands ont progressé respectivement de 3,1% et de 7,7% en g.a. en août. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires, qui traduit l'opinion des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a baissé en moyenne de 1,3 point en g.a, reflétant particulièrement les diminutions des scores en Guinée-Bissau (-4,2 points en g.a), au Sénégal (-2,7) et en Côte d'Ivoire (-1,9). Seuls les scores au Togo (+4,2) et au Niger (+0,8) ont enregistré une hausse. Concernant l'inflation, celle-ci marque un ralentissement, passant 3,4% en g.a en juillet à 2,6% en août en g.a. Cette décélération est principalement le fait des prix observés des produits alimentaires, dont le taux de progression est ressorti à 2,2% en g.a en août contre 3% le mois précédent. Une décélération de l'inflation est également notable au sein du poste "transport" (4,8% en g.a. en août contre 6,5% en juillet) et "logement" (4,2% en g.a. en août contre 5,1% en juillet).

LE CHIFFRE À RETENIR

+2,6%

Le taux d'inflation en glissement annuel en août 2023 au sein de l'UEMOA, marquant une décélération par rapport au mois précédent (+3,4% en g.a)

Accord de prêt entre la BIDC et la BAfD de 50 M USD et 50 M EUR pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest

Le Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) ont [signé](#) un accord relatif à une ligne de crédit à double devise de 50 M USD et 50 M EUR. Il s'agit d'une facilité de trois ans et demi permettant à la BIDC d'offrir un financement direct aux banques commerciales et aux entreprises locales opérant dans le secteur agricole et des produits de base dans ses Etats membres. En outre, *Africa Growing Together Fund*, piloté par la BAfD et parrainé par la Banque populaire de Chine, octroiera également à la BIDC un financement complémentaire de 30 M USD. Ces financements s'inscrivent dans l'objectif stratégique de la BIDC de soutenir les petites entreprises locales et témoigne de la coopération croissante entre les institutions africaines de financement du développement.

🇸🇧 Bénin

La BAfD mobilisera 18,3 M USD pour la modernisation du port de Cotonou

Le 3 octobre dernier, a eu lieu le lancement officiel au Bénin du [rapport](#) pays 2023 de la Banque africaine de développement (BAfD), intitulé "Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique". Le rapport indique que l'économie béninoise a fait preuve de résilience en 2022 avec une croissance de 6%, en dépit des effets de chocs successifs (COVID-19, guerre en Ukraine, chocs climatiques et défi sécuritaire au nord du pays). Les perspectives économiques demeurent favorables, avec une croissance à 6,2% en 2023, puis de 6% en 2024, grâce à la poussée des activités de transformation de produits agricoles (coton, soja, noix de cajou) dans la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé (GDIZ). En outre, afin de consolider la résilience climatique, le rapport recommande au Bénin d'adopter une approche concertée de toutes les parties prenantes pour saisir les opportunités d'investissement dans l'agriculture, l'énergie, les transports ou l'industrie verte. Enfin, le Responsable pays de la BAfD a saisi l'occasion pour [annoncer](#) que la Banque entend mobiliser cette année, au titre du Fonds climatique Canada-BAfD, des financements concessionnels de 18,3 M USD pour appuyer le volet "résilience climatique" du projet de modernisation et d'extension du Port autonome de Cotonou.

🇸🇧 Burkina Faso

Le déficit budgétaire prévu à 4,6% du PIB en 2024

Lors du [Conseil des ministres](#) du 4 octobre, les grands agrégats du projet de loi de finances pour 2024 ont été présentés. Les recettes budgétaires seraient de 2 982,1 Mds FCFA (4,5 Mds EUR), soit une hausse de 13,3% par rapport aux prévisions de 2023, tandis que les dépenses budgétaires atteindraient 3 657,6 Mds FCFA (5,6 Mds EUR), en

hausse de 13%. Le déficit budgétaire serait ainsi de 675,5 Mds FCFA (1 Md EUR), soit 4,6% du PIB, et en hausse de 11,8%. La croissance pour 2023 est estimée à 4,4% et projetée à 6,4% en 2024, avec une inflation annuelle de 2,5% en moyenne sur la période 2024-2026. Par ailleurs, les résultats budgétaires du 1^{er} semestre ont été également présentés : les recettes budgétaires (1 332 Mds FCFA, soit 2 Mds EUR) ont enregistré une hausse de 17% par rapport au 1^{er} semestre 2022 et les dépenses (1 727 Mds FCFA, soit 2,6 Mds EUR) ont progressé de 25%, dont résulte un déficit de 395 Mds FCFA (soit 0,6 Md EUR), en hausse de 62%.

🇸🇧 Cap-Vert

Le budget 2024 pourrait atteindre le montant historique de 779 M EUR

Selon le ministre des finances cap-verdien, le [budget de l'Etat](#) en 2024 est estimé à 85,9 Mds CVE (779 M EUR), soit une hausse de 10% par rapport à celui de 2023. Le budget serait financé à hauteur de 83% par les ressources internes de l'Etat (trésor et impôts) et à hauteur de 10% par des prêts exclusivement concessionnels. Alors que les dons ont diminué en 2024 pour ne représenter que 5% du budget, le ministre y voit une opportunité pour accélérer la diversification des sources de financement. Enfin, alors que les recettes fiscales atteignent 19% du PIB, un objectif de 25% est fixé et ne passerait pas par une augmentation de la charge fiscale, mais par un élargissement de l'assiette (lutte contre l'évasion...). S'agissant des dépenses, 31% du budget est affecté aux dépenses de personnel, 20% est alloué à l'achat de biens et services, 10% aux prestations sociales et 7% aux subventions et transferts tandis que les investissements représenteront environ 13% du budget.

Croissance à +3,4% en g.a. au 2^{ème} trimestre 2023

Selon les données de l'Institut national de la statistique (INE), le [PIB au deuxième trimestre 2023](#) a enregistré une variation positive de 3,4% en termes réels par rapport à la même période

un an plus tôt. La croissance a été principalement tirée par les branches "industrie manufacturière", "transport – entreposage" et "hébergement – restauration", avec des contributions respectives de +0,7 p.p, +1,1 p.p et +0,5 p.p à la croissance. **A l'inverse**, la branche "agriculture, élevage et foresterie" est en recul (contribution de -0,6 p.p.), de même que la construction et le commerce, avec chacun une contribution de -0,9 p.p à la croissance. Par ailleurs, la consommation finale (publique et privée) a enregistré une hausse de 4,4% en g.a.

🍷 Côte d'Ivoire

Le FMI constate une économie résiliente, mais appelle à une accélération de la mobilisation des ressources fiscales

Le 4 octobre, le FMI a [annoncé](#) un accord au niveau des services avec les autorités ivoiriennes sur la première revue semestrielle du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC). **L'approbation de la revue par le Conseil d'administration** du FMI permettra un décaissement de 500 M USD en faveur de la Côte d'Ivoire. Selon les services du FMI, les performances du programme sont jusque-là satisfaisantes en dépit des chocs exogènes et **que la croissance s'est révélée résiliente, estimée à 6,4% pour 2023 avec une inflation ralentissant à 4,7%**. La réduction du déficit du compte courant est toutefois jugée lente puisqu'il devrait s'élever à **5,8% du PIB en 2023**. Les discussions ont porté entre autres sur les politiques à mettre en œuvre pour atteindre **4% de déficit budgétaire en 2024** à travers un renforcement de la mobilisation des recettes afin de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette.

300 M EUR des Pays-Bas pour l'eau potable, la santé, la protection du littoral

Le 2 octobre 2023, le ministère de l'Economie et des Finances et la société publique hollandaise Invest International [ont signé](#) un mémorandum d'accord d'un montant de **300 M EUR** en vue du

financement de projets **d'infrastructures publiques en Côte d'Ivoire**. Les projets concernés visent notamment à (i) augmenter **l'approvisionnement en eau potable des communautés en situation de déficit** ; (ii) soutenir la gestion durable des ressources en eau ; (iii) renforcer la gestion des inondations dans la région de San Pedro ; (iv) améliorer la mobilité urbaine sur la lagune à Abidjan grâce à des ferries durables ; (v) agrandir et moderniser le port de pêche de San Pedro et (vi) renforcer la protection du littoral dans la zone de Port-Bouët.

Hausse des prix d'achat au producteur du cacao et du café pour la campagne 2023-2024

Le 30 septembre 2023, en marge du Salon international de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA), le ministre d'État, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, [a annoncé](#) que la commercialisation de café et de cacao 2023-2024 allait voir une **augmentation de ses prix d'achat au producteur**. Ainsi, le prix du cacao au kg est fixé à 1 000 FCFA (1,5 EUR) et celui du café à 900 FCFA (1,4 EUR), soit des augmentations respectives de 11,1% et 20% par rapport à la campagne 2022-2023. Cette décision va dans le sens d'une amélioration des revenus aux producteurs. En effet, elle permettrait, **selon le ministre de l'agriculture**, de relever le revenu cumulé des producteurs **d'environ 210 Mds FCFA (320,1 M EUR) pour le cacao et 14 Mds FCFA (21,3 M EUR) pour le café**. La Côte d'Ivoire s'inscrit ainsi en ligne avec le Ghana ayant augmenté le prix d'achat au producteur du cacao à [1126 FCFA/Kg](#). A noter toutefois que la différence de prix pourrait alimenter la contrebande de cacao Ivoirien vers le Ghana.

🍷 Guinée-Bissau

Les services du FMI constatent une performance mitigée du programme

Le 3 octobre, le FMI a [annoncé](#) la conclusion d'un accord au niveau des services avec les autorités

sur la troisième revue de programme appuyée par la Facilité élargie de crédit (FEC). L'approbation de la revue par le Conseil d'administration du FMI prévue mi-novembre permettra le décaissement de 6,2 M DTS (8,1 M USD). A noter que les autorités bissau-guinéennes ont demandé une augmentation de l'accès au titre du programme de 100 à 140 % de leur quote-part. La croissance est estimée pour 2023 à 4,2 %, soit le même niveau qu'en 2022, et l'inflation devrait atteindre 8% en moyenne. Les performances du programme sont jugées mitigées : si les réformes structurelles se poursuivent, de nombreux objectifs n'ont pas été atteints, à l'image du seuil plancher de recettes fiscales (en raison de recettes liées à la noix de cajou plus faibles que prévu suite à la baisse du prix mondial), du seuil plafond pour la masse salariale ou encore du seuil plancher pour le solde primaire intérieur.

🍷 Mali

La BAfD identifie des opportunités pour le secteur privé face au déficit de financements pour le climat

Le [Rapport](#) pays 2023 de la Banque africaine de développement (BAfD) sur le Mali [a été présenté](#) officiellement le 3 octobre à Bamako. Il constate la résilience de l'économie malienne face aux différents chocs (guerre en Ukraine, sanctions économiques et financières de la CEDEAO) qui a permis d'observer un rebond de la croissance dès 2022 (3,7% contre 3,1% en 2021), principalement portée par les secteurs primaire (+9 % pour la production de céréales) et secondaire (+4,4% pour la production industrielle d'or) et de projeter la croissance à 5,1% en 2023. Le rapport souligne que le Mali est toutefois l'un des pays les plus vulnérables aux aléas climatiques (175^{ème} sur 185 en 2021, selon Notre Dame Global Adaptation Initiative) et les besoins de financement pour y faire face sont estimés à 15,3 Mds USD sur 2020-2030. La BAfD identifie ainsi des opportunités pour le secteur privé, alors que l'analyse des flux financiers pour la lutte

contre le changement climatique sur 2019-2020 permet de constater que pour chaque dollar US de financement public, le Mali n'a pu mobiliser que 0,097 dollar US de financement privé. Le rapport évoque ainsi les possibilités d'accréditation des structures nationales au Fonds vert pour le climat, les émissions d'obligations vertes ou encore la valorisation du capital naturel, en particulier des ressources renouvelables dont la valeur a été estimée à 82,2 Mds USD en 2018.

🍷 Mauritanie

Création d'une commission mixte avec l'Algérie pour accroître le commerce bilatéral

A l'issue d'une réunion entre le ministre mauritanien du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme et le ministre algérien du Commerce et de la Promotion des exportations, [un comité mixte](#) a été formé entre les deux ministères chargés d'éliminer les obstacles et de résoudre les problèmes techniques et logistiques dans le but d'augmenter le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays. En effet, le Ministre algérien, en visite de travail en Mauritanie, a annoncé souhaiter approfondir la coopération économique entre les deux pays, le volume des échanges entre les deux pays avoisinant les 200 M USD, ayant été qualifié d'insuffisant. La création de cette commission intervient une semaine après l'ouverture en Mauritanie de l'Algerian Union Bank, première banque algérienne inaugurée à l'étranger. A noter la [signature d'une convention](#) entre la Société mauritanienne des services publics et la Société algérienne de contrôle des produits agricoles pour l'approvisionnement des marchés locaux en oignons et pommes de terre. De même, en vue de resserrer les liens économiques, l'inauguration d'une exposition permanente des produits algériens à Nouakchott intitulée "Tasdir" a également eu lieu.

🇸🇳 Sénégal

La contribution du secteur minier estimée à 4,8% au PIB en 2021

Présidée par le Premier Ministre, [la 7ème édition du salon international des mines s'est ouverte le 4 octobre](#) à Diamniadio. Selon le Premier ministre, le secteur minier a contribué à hauteur de 4,8% à la formation du PIB. Les performances du secteur sont portées principalement par l'or, le ciment et de l'acide phosphorique. L'effectif de la main d'œuvre dans le secteur est passé de 9 508 à 11 213 travailleurs entre 2020 et 2021, pour une masse salariale de 101 Mds FCFA (154 M EUR). Aussi, il a été relevé que les recettes fiscales du secteur s'élèvent en 2021 à 190 Mds FCFA (289,7 M EUR), soit 7,4% des recettes budgétaires (hors dons) de l'Etat.

Près de 100 M EUR de la BIDC pour le financement d'infrastructures routières

Le Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a approuvé](#), le 2 octobre dernier, un financement global de 65 Mds FCFA (99,1 M EUR) au profit du Sénégal. La première tranche, d'un montant de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) est destinée au financement du projet de développement des infrastructures dans le district IV de la ville nouvelle de Diamniadio, futur hub industriel, logistique et commercial. Ce hub s'inscrit dans le cadre du Plan national de

développement, qui vise l'urbanisation du triangle Dakar-Mbour-Thiès. La seconde tranche, d'un montant du 15 Mds FCFA (22,9 M EUR), est destinée au financement du tronçon Tivaouane-Mekhé de la future autoroute côtière de 200 km Dakar-Tivaouane-Saint Louis.

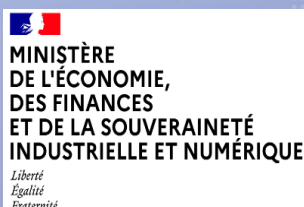
🇲🇵 Togo

33 M USD en aide alimentaire des Etats-Unis pour des repas scolaires

Les États-Unis vont [financer](#) un programme d'aide alimentaire visant à offrir des repas scolaires au Togo. Plus de 200 écoles et 155 000 élèves à travers le pays devraient en bénéficier sur une durée de 5 ans. L'aide alimentaire sera notamment matérialisée par la remise de plus de 5000 tonnes d'huile végétale, de pois, de riz et de semoule de maïs, en plus de produits locaux, d'une valeur globale de 33 M USD via l'ONG américaine *Catholic Relief Services* qui sera chargée de la mise en œuvre du programme sur le terrain. Les vivres seront remis à l'ONG par le Département d'État américain en charge de l'agriculture (USDA).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédacteurs :

Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Pour s'abonner :

abidjan@dgtrésor.gouv.fr